

Exécutifs — Région wallonne
Ministère de la Région wallonne

Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi. Nomination d'un délégué, p. 12504.

Exekutiven — Wallonische Region
Ministerium der Wallonischen Region

Gemeinschaftliches und regionales Amt für Berufsausbildung und Arbeitsbeschaffung. Ernennung eines Beauftragten, S. 12505.

Avis officiels

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 12506. — Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms. Publications, p. 12506.

Ministère de l'Emploi et du Travail

Dépôt de conventions collectives de travail, p. 12508.

Executieven — Waalse Gewest
Ministerie van het Waalse Gewest

Gemeenschaps- en Gewestdienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling. Aanstelling van een afgevaardigde, bl. 12505.

Officiële berichten

Vlaamse Raad

Vergelijkend wervingsexamen van taaladviseur bij de Vlaamse Raad, bl. 12505.

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 12506. — Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen. Bekendmakingen, bl. 12506.

Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten, bl. 12508.

Executieven — Vlaamse Gemeenschap
Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
Departement Onderwijs

Vacant ambt. Oproep tot de kandidaten. Erratum, bl. 12509.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS — WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

**MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS
ET DE L'INFRASTRUCTURE**

F. 91 — 1414

6 MAI 1991. — Arrêté ministériel portant réglementation des modalités et des conditions dans lesquelles les compagnies aériennes prennent elles-mêmes, pour les vols de passagers, des mesures de sûreté qui ne sont pas imposées par les autorités aéronautiques belges

Le Ministre des Communications,

Vu la Convention relative à l'aviation civile internationale, signée à Chicago le 7 décembre 1944 et approuvée par la loi du 30 avril 1947, notamment l'annexe 17;

Vu la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne, notamment les articles 43, § 2, alinéa 2, et 51, § 2, modifiés par l'arrêté royal du 6 décembre 1989;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant réglementation de la sûreté de l'aviation civile, notamment les articles 6, 17, 18, 19, 53 et 54;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant, d'une part, qu'il existe une menace d'attentats terroristes contre l'aviation civile, alors que, d'autre part, conformément aux normes et pratiques recommandées de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et de la Commission européenne de l'aviation civile (CEAC) des prescriptions assorties de sanctions appropriées doivent être établies immédiatement pour la sûreté de l'aviation,

Arrête :

Article 1^{er}. Les compagnies aériennes qui souhaitent prendre elles-mêmes des mesures de sûreté, non imposées par le Ministre chargé de l'Administration de l'Aéronautique ou le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique, pour la sûreté des vols de passagers doivent obtenir une autorisation auprès du directeur général de l'Administration de l'Aéronautique.

**MINISTERIE VAN VERKEER
EN INFRASTRUCTUUR**

N. 91 — 1414

6 MEI 1991. — Ministerieel besluit houdende regeling van de wijze waarop en de voorwaarden waaronder luchtvaartmaatschappijen ter beveiliging van passagiersvluchten, zelf maatregelen nemen die niet door de Belgische luchtvaartoverheden werden opgelegd

De Minister van Verkeerswezen,

Gelet op het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, ondertekend te Chicago op 7 december 1944 en goedgekeurd door de wet van 30 april 1947, inzonderheid op bijlage 17;

Gelet op de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart, inzonderheid op de artikelen 43, § 2, 2e lid, en 51, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 december 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1991 houdende regeling van de beveiliging van de burgerluchtvaart, inzonderheid op de artikelen 6, 17, 18, 19, 53 en 54;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er enerzijds een dreiging met terroristische aanslagen bestaat tegen de burgerlijke luchtvaart, terwijl anderzijds, overeenkomstig de normen en aanbevelingen van de Internationale burgerluchtvaartorganisatie (ICAO) en van de Europese commissie voor de burgerluchtvaart (CEAC), onmiddellijk gepast sanctioneerbare voorschriften dienen te worden opgelegd voor de beveiliging van de luchtvaart,

Besluit :

Artikel 1. De luchtvaartmaatschappijen die zelf met het oog op de beveiliging van passagiersvluchten beveiligingsmaatregelen wensen te nemen die niet door de Minister belast met het Bestuur der Luchtvaart of de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart werden opgelegd dienen daartoe een toelating te bekomen van de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart.

Avant toute demande par une compagnie aérienne de cette autorisation, l'autorité aéronautique nationale de la compagnie concernée doit adresser au directeur général de l'Administration de l'Aéronautique une requête en vue de la prise de ces mesures soit par la voie diplomatique soit directement, conformément aux dispositions de l'accord aérien applicable.

Art. 2. La demande d'obtention de l'autorisation visée à l'article premier, alinéa premier, doit contenir les éléments suivants :

- 1° nom en adresse du siège de la compagnie aérienne en Belgique;
 - 2° responsable de la sûreté de la compagnie aérienne en Belgique;
 - 3° plan de sûreté de la compagnie aérienne en vigueur sur l'aérodrome concerné;
 - 4° liste des mesures de sûreté que la compagnie souhaite prendre et description détaillée de la manière dont la compagnie se propose d'exécuter ces mesures;
 - 5° liste des membres du personnel, ainsi que leur adresse complète, de la compagnie aérienne ou de l'entreprise de gardiennage à laquelle elle fait appel, qui seront chargés des tâches de sûreté visées au 4°. Il doit être indiqué pour chaque membre du personnel les tâches pour lesquelles il est désigné;
 - 6° déclaration dans laquelle la compagnie aérienne engage sa responsabilité pour les mesures de sûreté prises par les membres du personnel visés au 5°;
 - 7° programme de formation de base et de recyclage des membres du personnel visés au 5°. Cette formation comprend le plan spécifique de sûreté de la compagnie aérienne concernée, visé au 3°.
- Le plan de sûreté visé au 3° est soumis à l'approbation du directeur général de l'Administration de l'Aéronautique.

La compagnie aérienne informe immédiatement le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique de toute modification affectant les éléments susmentionnés, et ceci, pendant toute la durée de l'autorisation.

Art. 3. L'autorisation mentionnée à l'article 1er ne peut comprendre que les mesures de sûreté énoncées limitativement ci-après :

- 1° contrôle de sûreté des passagers au moyen d'un détecteur à métaux portique;
- 2° contrôle de sûreté des bagages à main au moyen d'un appareil à rayons X;
- 3° contrôle de sûreté des bagages de la soute au moyen d'un appareil à rayons;
- 4° surveillance des avions;
- 5° contrôle de sûreté du personnel de catering et de nettoyage à l'entrée de l'avion au moyen d'un détecteur à métaux manuel ou un détecteur à métaux portique;
- 6° interrogatoire des passagers conformément à une procédure approuvée par le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique;
- 7° vérification de l'identité et des documents de voyage des passagers.

Art. 4. Un exemplaire du cours de base et des cours de spécialisation ou de recyclage organisés par la compagnie aérienne ou par l'entreprise de gardiennage engagée par cette dernière, doit être transmis pour approbation à l'Administration de l'Aéronautique. A défaut, la compagnie aérienne doit, à ses frais, permettre à deux représentants, au maximum, de l'Administration de l'Aéronautique d'assister à tout le cours de base en vue de son approbation par cette Administration. Les inspecteurs désignés par le Ministre chargé de l'Administration de l'aéronautique ont le droit d'assister à tout moment aux cours organisés par la compagnie aérienne ou par l'entreprise de gardiennage concernée.

Art. 5. Les tâches de sûreté visées à l'article 3 ne peuvent être effectuées que par les membres du personnel en service appartenant aux compagnies aériennes ou aux entreprises de gardiennage engagées par les compagnies aériennes. Les entreprises de gardiennage doivent avoir obtenu une autorisation du Ministre de l'Intérieur. Tous les membres du personnel doivent travailler sous l'autorité, la direction et la surveillance de la compagnie aérienne concernée. Ils exercent leurs activités sous la responsabilité de ladite compagnie aérienne et doivent en porter l'uniforme.

Art. 6. Les membres du personnel visés à l'article 5 ne sont pas autorisés à effectuer la fouille manuelle des personnes, des bagages à main ou des bagages.

Voorafgaand aan de aanvraag van deze toelating door een luchtvaartmaatschappij, dient de nationale luchtvaartoverheid van de betrokken maatschappij een gemotiveerd verzoekschrift tot het nemen van deze maatregelen te richten tot de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart, hetzij via diplomatieke weg, hetzij rechtstreeks, zoals desgevallend voorzien in het betreffend luchtvaartakkoord.

Art. 2. De aanvraag tot het bekomen van de onder artikel 1, eerste lid, bedoelde toelating dient volgende gegevens te omvatten :

- 1° naam en adres van de zetel van de luchtvaartmaatschappij in België;
- 2° veiligheidsverantwoordelijke van de luchtvaartmaatschappij in België;
- 3° beveiligingsplan van de luchtvaartmaatschappij geldend op de betrokken luchthaven;
- 4° lijst van de beveiligingsmaatregelen die de maatschappij wenst te nemen en gedetailleerde beschrijving van de wijze waarop de maatschappij zich voorneemt deze maatregelen te zullen uitvoeren;
- 5° lijst van de personeelsleden, met inbegrip van hun volledig adres, van de luchtvaartmaatschappij of van de bewakingsonderneming waarop deze beroep doet, die zullen ingezet worden voor de beveiligingstaken, bedoeld onder 4°. Voor ieder personeelslid dient vermeld met welke beveiligingstaken het zal belast worden;
- 6° verklaring waarin de luchtvaartmaatschappij de verantwoordelijkheid op zich neemt voor de beveiligingsmaatregelen genomen door de personeelsleden bedoeld onder 5°;
- 7° programma van de basisopleiding en de bijscholing van de onder 5° bedoelde personeelsleden. Deze opleiding omvat het specifieke beveiligingsplan van de betrokken luchtvaartmaatschappij bedoeld onder 3°.

Het beveiligingsplan bedoeld onder 3° is onderworpen aan de goedkeuring door de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart.

De luchtvaartmaatschappij stelt de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart onmiddellijk in kennis van iedere wijziging aan de bovenvermelde gegevens en dit tijdens de hele duur van de toelating.

Art. 3. De onder artikel 1 bedoelde toelating kan slechts beveiligingsmaatregelen omvatten die hierna limitatief opgesomd zijn :

- 1° veiligheidscontrole van passagiers door middel van een metaaldetectorportiek;
- 2° veiligheidscontrole van handbagage door middel van X-stralen-apparatuur;
- 3° veiligheidscontrole van bagage bestemd voor het vrachtruim door middel van X-stralen-apparatuur;
- 4° bewaking van vliegtuigen;
- 5° veiligheidscontrole van catering- en kuispersoneel bij de toegang tot het vliegtuig door middel van een manuele metaaldetector of een metaaldetectorportiek;
- 6° ondervraging van passagiers overeenkomstig een procedure goedgekeurd door de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart;
- 7° nazicht van de identiteit en van de reisdocumenten van de passagiers.

Art. 4. Een afschrift van de basis cursus én van de specialisatie- of bijscholingscursussen georganiseerd door de luchtvaartmaatschappij of door de door deze in dienst genomen bewakingsonderneming dient ter goedkeuring aan het Bestuur der Luchtvaart overgemaakt te worden. Bij gebreke hiervan dient de luchtvaartmaatschappij op haar kosten vertegenwoordigers van het Bestuur der Luchtvaart, bestaande uit maximaal twee personen, in de gelegenheid te stellen de volledige basis cursus, met het oog op de goedkeuring door dit Bestuur, bij te wonen. De door de Minister belast met het bestuur der luchtvaart aangewezen inspecteurs hebben te allen tijde het recht de door de luchtvaartmaatschappij of de betreffende bewakingsonderneming georganiseerde cursussen bij te wonen.

Art. 5. De beveiligingstaken bedoeld onder artikel 3 mogen slechts uitgevoerd worden door eigen personeelsleden van de luchtvaartmaatschappijen of door personeelsleden van de bewakingsondernemingen in dienst van de luchtvaartmaatschappijen. De bewakingsondernemingen dienen een vergunning verkregen te hebben van de Minister van Binnenlandse Zaken. Alle personeelsleden dienen te werken onder het gezag, de leiding en het toezicht van de betrokken luchtvaartmaatschappij. Zij oefenen hun activiteiten uit onder de verantwoordelijkheid van deze maatschappij. Zij dienen het uniform te dragen van deze luchtvaartmaatschappij.

Art. 6. Het is de personeelsleden bedoeld onder artikel 5 niet toegelaten over te gaan tot de manuele foullering van personen, handbagage en bagage.

Si les compagnies aériennes veulent procéder à une fouille manuelle, elles peuvent faire appel, contre redevance, à la police aéronautique.

Art. 7. Les compagnies aériennes doivent se limiter à leurs propres tâches de sûreté. Elles ne peuvent exécuter sur le territoire belge aucune mission de sûreté pour d'autres compagnies aériennes ou pour d'autres instances, à l'intérieur ou à l'extérieur des aéroports.

Art. 8. Les programmes chargés des activités visées à l'article 3 doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1° ne pas avoir été condamnées, même pas avec sursis, à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque ou à un emprisonnement moindre du chef de vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, faux en écritures, attentat à la pudeur, viol ou d'infraction visées aux articles 379 à 386ter du Code pénal. Les personnes qui, à l'étranger, ont été condamnées pour des faits similaires par un jugement coulé en force de chose jugée ou celles qui ont été condamnées à l'étranger à un emprisonnement de six mois au moins du chef d'une infraction quelconque, sont réputées ne pas satisfaire à la condition fixée ci-dessus;

2° avoir suivi le cours de base et les cours de recyclage de sûreté approuvés par le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique;

3° suivre les cours de sûreté aéronautique organisés par l'Administration de l'Aéronautique dans le cadre du Comité national de sûreté de l'aviation civile conformément aux prescriptions du directeur général de cette Administration selon les horaires fixés par lui. En dehors du cours de base, un cours d'une journée sera en principe organisé tous les trois ans. Les frais pour assister à ces cours sont à charge des compagnies aériennes;

4° être titulaire d'un certificat de sûreté aéronautique délivré par l'Administration de l'Aéronautique d'où il apparaît qu'ils ont réussi l'épreuve de compétence de base de sûreté aéronautique organisée par cette Administration dans le cadre du Comité national de sûreté de l'aviation civile, et autres certificats éventuels de l'Autorité concernant des épreuves complémentaires de spécialisation ou de compétence imposées par le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique;

5° être titulaire d'un certificat médical délivré par un médecin d'où il ressort qu'ils satisfont aux conditions médicales suivantes :

a) vision : la vision doit être égale au moins à 20/60 pour les deux yeux sans verres correcteurs ou lentilles de contact ou égale au moins à 20/20 pour un oeil et 20/30 pour l'autre oeil, avec verres correcteurs ou lentilles de contact;

b) ne pas être daltonien;

c) audition : la perte d'audition mesurée pour chaque oreille avec un audiogramme pour les fréquences inférieures à 2000 Hz doit être inférieure à 30 dB;

d) élocution : être en mesure de parler normalement;

e) odorat : être apte à sentir les odeurs;

6° ne pas s'adonner aux drogues ou à la boisson.

Art. 9. L'autorisation visée à l'article 1er délivrée aux compagnies aériennes par l'Administration de l'Aéronautique est valable pendant une durée maximale de deux ans. Cette autorisation peut être prorogée pour des périodes successives de la même durée. Elle peut être retirée ou limitée à tout moment par le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique pour des raisons de sûreté, à cause de modifications importantes à l'infrastructure de sûreté aux aéroports ou pour non-respect des prescriptions imposées par l'Autorité sans qu'aucun dédommagement ne puisse être réclamé.

Le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique peut imposer à tout moment au titulaire de l'autorisation des prescriptions complémentaires de sûreté.

Art. 10. Tous les membres du personnel de la compagnie aérienne ou en service dans l'entreprise de gardiennage engagée par cette dernière, doivent être en possession d'un badge d'identification d'aéroport, délivré conformément à l'article 6 de l'arrêté royal du 3 mai 1991 portant réglementation de la sûreté de l'aviation civile. La compagnie aérienne doit informer avec précision l'instance chargée de la délivrance des badges d'identification, des fonctions dont chaque membre du personnel sera chargé. Ce badge mentionne le nom de la compagnie aérienne pour laquelle les activités de sûreté sont exercées ainsi que leurs fonctions. Il n'est pas permis à ces membres du personnel d'effectuer des tâches de sûreté pour une plus d'une compagnie aérienne.

Indien de luchtvaartmaatschappijen wensen over te gaan tot manuele fouille kunnen zij daartoe, tegen vergoeding, beroep doen op de luchtvaartpolitie.

Art. 7. De luchtvaartmaatschappijen dienen zich te beperken tot hun eigen beveiligingstaken. Ze mogen op Belgisch grondgebied geen beveiligingsopdrachten uitvoeren voor andere maatschappijen of instanties binnen of buiten de luchthavens.

Art. 8. De personen die ingezet worden bij de activiteiten bedoeld in artikel 3 moeten voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° niet veroordeeld zijn, zelfs niet met uitstel, tot een gevangenisstraf van tenminste zes maanden wegens enig misdrijf of tot een lagere gevangenisstraf wegens diefstal, afpersing, misbruik van vertrouwen, oplichting, valsheid in geschriften, aanranding van de eerbaarheid, verkrachting of bij de artikelen 379 tot 386-ter van het Strafwetboek bepaalde misdrijven. Personen die wegens soortgelijke feiten in het buitenland een in kracht van gewijsde gegane veroordeling hebben opgelopen of die in het buitenland veroordeeld zijn tot een gevangenisstraf van tenminste zes maanden wegens enig misdrijf, worden geacht niet aan de hierboven gestelde voorwaarde te voldoen;

2° de door de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart goedgekeurde basisopleiding en bijscholingscursussen beveiliging gevolgd hebben;

3° de door het Bestuur der Luchtvaart in het kader van het Nationaal Comité voor de veiligheid van de burgerlijke luchtvaart overeenkomstig de voorschriften van de directeur-generaal van dit Bestuur georganiseerde cursussen luchtvaartbeveiliging volgen op de door hem vastgestelde tijdstippen. In principe zal naast een basiscursus driejaarlijks een éendaagse cursus georganiseerd worden. De kosten tot het bijwonen van deze cursussen komen ten laste van de luchtvaartmaatschappijen;

4° houder zijn van het certificaat luchtvaartbeveiliging afgeleverd door het Bestuur der Luchtvaart waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor de door dit Bestuur in het kader van het Nationaal Comité voor de veiligheid van de burgerlijke luchtvaart georganiseerde basisbekwaamheidsproef luchtvaartbeveiliging en eventuele andere certificaten van de Overheid inzake door de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart opgelegde bijkomende specialisatie- of bekwaamheidsproeven;

5° houder zijn van een medisch getuigschrift afgeleverd door een geneesheer waaruit blijkt dat ze voldoen aan de volgende medische voorwaarden :

a) gezichtsscherpte : het zicht dient tenminste 20/60 te bedragen voor beide ogen zonder bril of contactlenzen of gelijk te zijn aan tenminste 20/20 voor één oog en 20/30 voor het andere oog met bril of contactlenzen;

b) niet lijden aan kleurenblindheid;

c) gehoor : het gehoorverlies dient voor ieder oor, gemeten met een audiogram voor de frequenties beneden de 2000 Hz, minder te bedragen dan 30 dB;

d) spraak : in staat zijn tot een normaal gesprek;

e) reuk : in staat zijn geuren waar te nemen;

6° niet verslaafd zijn aan drugs of drank.

Art. 9. De door het Bestuur der Luchtvaart aan de luchtvaartmaatschappijen verleende toelating bedoeld onder artikel 1 is geldig voor een maximale termijn van twee jaar. Deze toelating is verlengbaar voor opeenvolgende termijnen van dezelfde duur. Zij kan te allen tijde door de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart ingetrokken of beperkt worden om beveiligingsredenen, wegens belangrijke wijzigingen aan de op de luchthavens aanwezige veiligheidsvoorzieningen of wegens niet-naleving van de door de overheid opgelegde voorschriften, zonder dat hiertoe enige schadeloosstelling kan gevorderd worden.

De directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart kan te allen tijde bijkomende beveiligingsvoorschriften opleggen aan de houder van de toelating.

Art. 10. Alle personeelsleden van de luchtvaartmaatschappij of van de door deze in dienst genomen bewakingsonderneming dienen houder te zijn van een luchthavenidentificatiebadge, uitgereikt overeenkomstig artikel 6 van het koninklijk besluit van 3 mei 1991 houdende regeling van de beveiliging van de burgerluchtvaart. De luchtvaartmaatschappij dient de instantie belast met het uitreiken van de identificatiebadges in kennis te stellen van de preciese functie waarmee ieder personeelslid zal belast worden. Deze badge vermeldt de naam van de luchtvaartmaatschappij waarvoor de voormelde personeelsleden beveiligingsactiviteiten uitvoeren evenals hun functie. Het is deze personeelsleden niet toegelaten beveiligingstaken voor meer dan één luchtvaartmaatschappij uit te voeren.

Art. 11. En cas de non-respect des prescriptions visées au présent arrêté, des prescriptions de sûreté aérienne ou en cas d'exécution fautive des tâches de sûreté ou de délits contre les prescriptions de sûreté aéronautique commis par des membres du personnel visés à l'article 5, le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique peut prendre les sanctions suivantes contre ces membres du personnel :

- 1° avertissement;
- 2° limitation ou suspension de compétence pour l'exécution des tâches de sûreté visées au présent arrêté, sur les aéroports belges ou pour des compagnies aériennes belges;
- 3° interdiction définitive d'exercer des activités de sûreté visées au présent arrêté sur les aéroports belges ou pour des compagnies aériennes belges.

Art. 12. Les compagnies aériennes tiennent sur chaque aéroport concerné un dossier pour chaque membre du personnel impliqué par l'exécution des mesures de sûreté. Ce dossier contient au moins :

- 1° le certificat médical mentionné à l'article 8, 5°;
- 2° la formation reçue par le membre du personnel;
- 3° les certificats de l'Administration de l'Aéronautique mentionnés à l'article 8, 4°;
- 4° un certificat de bonne vie et mœurs délivré depuis moins de deux ans;
- 5° les sanctions éventuelles prises par l'Administration de l'Aéronautique.

Les dossiers doivent être classés par ordre alphabétique.

Art. 13. La compagnie aérienne et son personnel de sûreté doivent se soumettre en tout temps aux inspections effectuées par les fonctionnaires chargés de la surveillance des prescriptions de sûreté. Les inspecteurs concernés ont, sur présentation de la preuve de leur désignation, accès à tous les lieux où sont prises des mesures de sûreté, ainsi qu'aux dossiers mentionnés à l'article 12.

La compagnie aérienne ne peut tester ses propres mesures de sûreté que conformément à une procédure approuvée par le directeur général de l'Administration de l'Aéronautique.

Art. 14. Les membres du personnel concernés qui sont en service au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté doivent être en possession du certificat mentionné à l'article 8, 4° pour le 31 décembre 1991 au plus tard.

Art. 15. A titre provisoire, le présent arrêté ne s'applique qu'à l'aérodrome de Bruxelles national.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 6 mai 1991.

J.-L. DEHAENE

Art. 11. In geval van niet-naleving van de voorschriften vervat in dit besluit, van de luchtvaartbeveiligingsvoorschriften of in geval van foutieve uitvoering van de beveiligingstaken begaan door de personeelsleden bedoeld onder artikel 5 kan de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart de volgende sancties aan deze personeelsleden opleggen :

- 1° waarschuwing;
- 2° beperking of schorsing van de bevoegdheid tot uitvoering van beveiligingstaken omschreven in dit besluit op Belgische luchthavens of voor Belgische luchtvaartmaatschappijen;
- 3° definitief verbod beveiligingsactiviteiten omschreven in dit besluit uit te oefenen op Belgische luchthavens of voor Belgische luchtvaartmaatschappijen.

Art. 12. De luchtvaartmaatschappijen houden op de betreffende luchthaven een dossier bij van ieder van de personeelsleden betrokken bij de uitvoering van beveiligingsmaatregelen. Dit dossier omvat minimaal :

- 1° het medisch getuigschrift bedoeld bij artikel 8, 5°;
- 2° de door het personeelslid genoten opleiding;
- 3° de certificaten van het Bestuur der Luchtvaart bedoeld onder artikel 8, 4°;
- 4° een bewijs van goed gedrag en zeden dat niet langer dan twee jaar geleden mag afgeleverd zijn;
- 5° desgevallend, de sancties opgelegd door het Bestuur der Luchtvaart.

De dossiers worden alfabetisch op naam geklasseerd.

Art. 13. De luchtvaartmaatschappij en haar beveiligingspersoneel dienen zich te allen tijde te onderwerpen aan de inspecties uitgevoerd door de ambtenaren belast zijn met het toezicht op de beveiligingsvoorschriften. De betrokken inspecteurs hebben op voorlegging van hun legitimatiebewijs toegang tot alle plaatsen waar de beveiligingsmaatregelen genomen worden evenals tot de dossiers bedoeld bij artikel 12.

De luchtvaartmaatschappij mag slechts haar eigen beveiligingsmaatregelen testen overeenkomstig een procedure goedgekeurd door de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart.

Art. 14. De betrokken personeelsleden die in dienst zijn bij het in werking treden van dit besluit dienen het certificaat bedoeld bij artikel 8, 4° uiterlijk op 31 december 1991 behaald te hebben.

Art. 15. Dit besluit is voorlopig alleen van toepassing op het luchtvaartterrein van Brussel-Nationaal.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 6 mei 1991.

J.-L. DEHAENE

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 91 — 1415

21 MAI 1991. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 janvier 1972 fixant le nombre de membres de certaines commissions paritaires (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 41;

(1) Références au *Moniteur belge* :

- Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 9 février 1971, *Moniteur belge* du 19 mars 1971.
Arrêté royal du 17 janvier 1972, *Moniteur belge* du 26 avril 1972.
Arrêté royal du 23 janvier 1990, *Moniteur belge* du 2 février 1990.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 91 — 1415

21 MEI 1991. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 januari 1972 tot vaststelling van het aantal leden van bepaalde paritaire comités (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 41;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

- Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969
Koninklijk besluit van 9 februari 1971, *Belgisch Staatsblad* van 19 maart 1971.
Koninklijk besluit van 17 januari 1972, *Belgisch Staatsblad* van 26 april 1972.
Koninklijk besluit van 23 januari 1990, *Belgisch Staatsblad* van 2 februari 1990.